



Accueil / Cahier n°31

/ Cahier n°31 - La République du Kosovo dans son contexte régional. Analyse sur la reconnaissance, la souveraineté et les relations de ce nouvel État avec ses pays voisins frontaliers

Liridon Lika

## Cahier n°31 - La République du Kosovo dans son contexte régional. Analyse sur la reconnaissance, la souveraineté et les relations de ce nouvel État avec ses pays voisins frontaliers

→ Article

Document(s) associé(s)

[Version PDF originale](#)

Table des matières

- Introduction
- La République du Kosovo, le plus jeune État d'Europe
- Les relations entre la République du Kosovo et la République d'Albanie
- Les relations entre la République du Kosovo et la République de Macédoine
- Les relations entre la République du Kosovo et la République du Monténégro
- Les relations entre la République du Kosovo et la République de Serbie
- Conclusion

### Introduction

Le 17 février 2008, en pleine coordination avec les États-Unis, les grandes puissances européennes et d'autres États du monde, les Albanais, qui représentent 93 % de la population totale du pays, décident de proclamer l'indépendance du Kosovo. C'est le Premier ministre Hashim Thaçi qui, devant les députés du Parlement kosovar réuni en session extraordinaire, proclame le Kosovo comme État indépendant, souverain et démocratique. Cet événement important pour le Kosovo survient après plusieurs décennies d'occupation, de discrimination ethnique, de ségrégation ethnique et de systématiques envers la population civile albanaise par la Serbie. En d'autres termes, la création du nouvel État kosovar est le résultat d'un long processus de résistance pacifique et armée des Albanais, la période de guerre de 1998-1999, la violation grave des droits de l'homme et le nettoyage ethnique des Albanais par le régime oppresseur de Slobodan Milosevic, l'intervention humanitaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1999, la mise du Kosovo sous protectorat international, neuf ans d'administration internationale et deux ans de négociations avec la Serbie menés par l'Envoyé spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur le statut définitif du Kosovo, Martti Ahtisaari.

La déclaration d'indépendance, qui reflétait la volonté de la majorité écrasante de la population et se basait entièrement sur les recommandations de l'Envoyé spécial de l'ONU, Martti Ahtisaari, et sa Proposition globale de Règlement portant sur le statut du Kosovo, faisait appel à tous les États de la planète de reconnaître le Kosovo en tant qu'État indépendant et souverain [1]. Dans les heures et les jours qui ont suivi, toute une série d'États membres de l'ONU décidaient de répondre favorablement à l'appel des autorités kosovares. Actuellement encore, de nouvelles reconnaissances venant de tous les continents de la planète se poursuivent. En février 2016, le nombre d'États membres de l'ONU reconnaissant officiellement l'indépendance du Kosovo atteignait le chiffre de 111.

Parmi les pays voisins directs du Kosovo, l'Albanie est le premier à avoir immédiatement reconnu son indépendance, soit le lendemain de sa proclamation. En ce qui concerne la Macédoine et le Monténégro, ceux-ci décident de reconnaître en même temps le nouvel État kosovar le 9 octobre 2008, soit presque huit mois après la déclaration d'indépendance. La Serbie est le seul État voisin qui ne reconnaît pas encore officiellement l'indépendance du Kosovo et qui continue depuis huit ans, de manière obstructive, à empêcher la consolidation internationale du nouvel État kosovar. Néanmoins, à l'exception de la Serbie, l'État du Kosovo entretient de bonnes relations avec tous ses pays voisins favorisant ainsi la paix et la stabilité des Balkans occidentaux. Cet article a pour objectif d'analyser les relations bilatérales de la République du Kosovo avec ses quatre États voisins frontaliers, à savoir l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro et la Serbie. Il traite notamment la reconnaissance et la souveraineté de l'État du Kosovo. Autrement dit, en quoi la reconnaissance officielle de la République du Kosovo par ses trois pays voisins frontaliers a renforcé la souveraineté de ce nouvel État ? De quelle manière, la reconnaissance officielle a contribué au développement des bonnes relations bilatérales entre le nouvel État kosovar et ses pays voisins frontaliers ?

### La République du Kosovo, le plus jeune État d'Europe

En huit ans d'existence, la République du Kosovo a considérablement consolidé, d'année en année, son statut d'État indépendant et souverain. Comme nous l'avons démontré quelques années auparavant dans notre étude sur la question, le Kosovo remplit tous les critères définissant la qualité d'un État, à savoir la population, le territoire, le gouvernement et la capacité d'entrer en relation avec les autres États [2]. Autrement dit, « [...] le Kosovo a un territoire déterminé, a une population permanente, a un gouvernement pleinement effectif et fonctionnel, et conduit activement en son nom propre des relations internationales avec des États du monde entier (de même qu'au sein d'organisations internationales) » [3]. En ce qui concerne sa souveraineté interne et externe, ce nouvel État connaissait encore des faiblesses [4], mais dans ce sens aussi il a fait un progrès notable depuis lors.

La souveraineté fournit à l'État un caractère spécifique qui le distingue des entités fédérées, des colonies ou des territoires occupés non autonomes. Raymond Carré de Malberg souligne d'ailleurs que « [...] la souveraineté, c'est le caractère suprême d'un pouvoir : suprême en ce que ce pouvoir n'en admet

**Plus de Statistiques** ⓘ

depuis le 05 février 2011 :  
 Visualisation(s): 0 (0 ULg)  
 Téléchargement(s): 0 (0 ULg)

Votre recherche ...

Recherche avancée

**Cahiers de Sciences politiques de l'ULg**

- Cahier n°31
- Cahier n°30
- Cahier n°29
- Cahier n°28
- Cahier n°27
- Cahier n°26
- Cahier n°25
- Cahier n°24
- Cahier n°23
- Cahier n°22
- Cahier n°21
- Cahier n°20
- Cahier n°19
- Cahier n°18
- Cahier n°17
- Cahier n°16
- Cahier n°15
- Cahier n°14
- Cahier n°13
- Cahier n°12
- Cahier n°11
- Cahier n°10
- Cahier n°9
- Cahier n°8
- Cahier n°7
- Cahier n°6

**Index**

- Auteurs
- Mots-clés

Flux RSS

→ [Plan du site](#)

aucun autre ni au-dessus de lui, ni en concurrence avec lui » [5]. Depuis 1648, suite au traité de Westphalie qui met fin à la guerre de Trente ans, la souveraineté externe et interne de l'État devient alors un principe fondamental dans les relations internationales [6]. La souveraineté interne et externe comporte deux notions différentes mais qui forment un ensemble indivisible. Elle signifie « suprématie à l'intérieur et indépendance vis-à-vis de l'extérieur » [7]. Sur le plan interne, l'État est ainsi maître à l'intérieur de son territoire par rapport à tous ses citoyens [8]. Celui-ci détient « le monopole de la violence physique légitime » [9]. En ce qui concerne la souveraineté externe, l'État a donc « une puissance suprême, en ce sens que la puissance est dégagée de toute sujétion ou limitation envers une puissance extérieure » [10].

Suite aux différents accords signés à Bruxelles entre la République du Kosovo et la République de Serbie sous l'égide de l'Union européenne (UE) et le soutien des États-Unis, les autorités serbes ont reconnu implicitement les éléments constitutifs du nouvel État kosovar tels que l'intégrité territoriale, l'ordre constitutionnel et la souveraineté du Kosovo [11]. De même, de plus en plus de Serbes du Kosovo sont munis de cartes d'identités et de passeports délivrés par les autorités de la République du Kosovo. En effet, la communauté serbe au Kosovo représente seulement 4 % de la population totale, dont la majorité d'entre-elle vit dans le Sud du pays et est intégrée depuis des années dans les institutions kosovares à travers des élections libres organisées par les autorités de la République du Kosovo. En novembre 2013, pour la première fois, des élections municipales sous le cadre constitutionnel kosovar ont également eu lieu au Nord du pays, dans les communes habitées majoritairement par la minorité serbe. Plus encore, les 483 membres des structures parallèles serbes financées par Belgrade ont accepté de mettre fin à leurs activités illégales dans le Nord du pays afin d'intégrer les institutions centrales de la République du Kosovo en signant des contrats de travail avec le gouvernement kosovar [12]. Ainsi, le processus de démantèlement des structures parallèles serbes et l'intégration graduelle de la minorité serbe du Nord du pays dans l'ordre constitutionnel de la République du Kosovo renforcent progressivement la souveraineté interne de celle-ci. En d'autres mots, ces exemples montrent qu'il s'agit là d'une importante consolidation de la souveraineté interne du nouvel État kosovar sur l'ensemble de son territoire.

La souveraineté externe connaît également un renforcement solide car jusqu'en février 2016, le nouvel État est reconnu officiellement par 111 sur 193 États membres de l'ONU [13]. De plus, il s'agit de reconnaissances qualitatives car les pays les plus riches et les plus démocratiques de la planète l'ont déjà reconnu officiellement en tant qu'État indépendant et souverain. La grande majorité des États du continent européen, continent sur lequel se trouve le Kosovo, a reconnu son indépendance, parmi eux 23 sur 28 sont des États membres de l'UE et 34 sur 47 membres du Conseil de l'Europe. Selon la théorie déclarative, la reconnaissance par les États existants affirme, déclare, exprime ou constate explicitement qu'une entité existante possède tous les attributs de l'État [14]. La reconnaissance est ainsi une décision politique libre de chaque État existant mais qui en même temps consolide la souveraineté du nouvel État [15]. Plusieurs autres États de la planète ne voient pas d'inconvénients à l'indépendance du Kosovo. Certains pays n'ont pas encore pris la décision de la reconnaître officiellement, bien que dans la pratique ils reconnaissent les passeports délivrés par les autorités de la République du Kosovo. L'article 7 de la Convention de Montevideo du 26 décembre 1933 stipule que « [l]a reconnaissance d'un État pourra être expresse ou tacite. Cette dernière résulte de tout acte qui implique l'intention de reconnaître le nouvel État » [16]. Dans ce sens, outre les 111 reconnaissances officielles expresses, la reconnaissance du passeport de la République du Kosovo constitue également une reconnaissance tacite de l'État kosovar. En effet, le passeport de la République du Kosovo est reconnu par 150 pays du monde, y compris la Grèce, la Slovaquie et la Roumanie. Cela signifie que beaucoup de pays du monde, dont ces trois États membres de l'UE, reconnaissent la nouvelle réalité, même s'ils n'ont pas encore officiellement reconnu l'État du Kosovo.

Afin de consolider davantage sa souveraineté externe, la République du Kosovo a ouvert plusieurs ambassades dans les pays qui ont déjà reconnu son indépendance ; de même, de nombreux États du monde entier sont également représentés au niveau des ambassades au Kosovo [17]. La République du Kosovo a également ratifié de nombreux accords internationaux et est également devenue membre de plusieurs organisations ainsi qu'institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), ou encore la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Seuls les pays, c'est-à-dire les États indépendants, peuvent devenir membres de ces institutions.

Par ailleurs, il est important de rappeler qu'outre l'adhésion à des institutions internationales à caractère politique et économique, l'État du Kosovo est également devenu membre d'organisations sportives telles que le Comité international olympique (CIO), la Fédération internationale de basketball (FIBA) ou encore la Fédération internationale des luttes associées (FILA). Mais c'est surtout l'avis consultatif du 22 juillet 2010 de la Cour internationale de justice (CIJ), confirmant que la déclaration d'indépendance du Kosovo est conforme au droit international, qui constitue une importante affirmation internationale de l'État du Kosovo. La CIJ déclare « [...] que l'adoption de la déclaration d'indépendance du 17 février 2008 n'a violé ni le droit international général, ni la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, ni le cadre constitutionnel. En conséquence, l'adoption de ladite déclaration n'a violé aucune règle applicable du droit international » [18]. Cet avis est clair et sans ambiguïté : l'indépendance du Kosovo est conforme au droit international.

Le Parlement européen reconnaît aussi le Kosovo comme État indépendant et souverain. De la sorte, le Parlement kosovar et le Parlement européen ont ratifié l'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) entre la République du Kosovo et l'UE [19]. L'ASA, qui constitue le premier accord contractuel entre la République du Kosovo et l'UE, entrera en vigueur en 2016. Cet événement est sans doute une consistante confirmation de la souveraineté du Kosovo car ce type d'accord est signé et ratifié uniquement entre l'UE et les États indépendants qui souhaitent devenir membre du projet européen. Ainsi, l'État du Kosovo conduit activement, en son nom propre, des relations internationales avec des États du monde entier ainsi qu'au sein d'organisations et institutions internationales.

L'objectif du Kosovo est d'adhérer à l'ONU, mais cela dépendra essentiellement de la Russie, allié traditionnel de la Serbie, et de la position de la Chine. Bien que le Kosovo pourrait obtenir une majorité de deux tiers des membres de l'Assemblée générale de l'ONU, ces deux membres permanents du Conseil de sécurité, qui disposent d'un droit de veto, s'opposent à l'heure actuelle à son adhésion. L'adhésion à l'ONU est importante pour la République du Kosovo car elle lui permettra de devenir un État pleinement souverain sur la scène internationale et pourra également déclencher de nouvelles vagues de reconnaissances officielles. Étant donné que les États souverains ont le droit exclusif d'adhérer dans certaines organisations internationales [20], l'adhésion du Kosovo à l'ONU renforcera davantage sa souveraineté. En d'autres mots, en devenant membre d'une organisation internationale comme l'ONU, la souveraineté de la République du Kosovo sera reconnue par celle-ci. Ainsi, cela facilitera également l'adhésion dans d'autres organisations internationales, y compris celles à caractère sportif comme la Fédération internationale de football association (FIFA) et l'Union des associations européennes de football (UEFA).

Sur le plan régional, la République du Kosovo est un État neutre par rapport à ses États voisins. Cette neutralité a été imposée par la communauté internationale à travers le plan du médiateur de l'ONU pour la définition du statut final du Kosovo, Martti Ahtisaari. Sur base de ce plan les Albanais du Kosovo ont déclaré l'indépendance de leur pays et ont également adopté une nouvelle Constitution qui est entrée en vigueur le 15 juin 2008 [21]. Les frontières internationales de la République du Kosovo ont clairement été définies dans l'article 3 de l'annexe VIII du plan Ahtisaari. Dès lors, le territoire de la République du Kosovo est bien déterminé et s'étend sur une superficie totale de 10 887 km<sup>2</sup>. L'État kosovar a des frontières reconnues internationalement et bien établies avec chacun de ses quatre États voisins, à savoir l'Albanie (au sud et à l'ouest), la Macédoine (au sud), le Monténégro (au nord-ouest) et la Serbie (au nord et à l'est). Les frontières internationales du Kosovo demeurent inchangées en vertu de l'application du principe de *l'uti possidetis* [22] qui fut appliqué lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. La République du Kosovo a ainsi gardé les mêmes frontières qu'elle avait dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY) de 1974 au 31 décembre 1988 [23], c'est-à-dire celles d'avant la suppression illégale et forcée de son autonomie par le régime de Slobodan Milosevic. Par ailleurs, il est important de mentionner que trois de ces quatre voisins frontaliers ont déjà reconnu officiellement l'État du Kosovo et coopèrent activement avec celui-ci. La République du Kosovo maintient ainsi de bonnes relations avec tous les États voisins directs, à l'exception de la Serbie qui n'a pas encore reconnu son indépendance. *Kosovar Institute for Policy Reseach and Development (KIPRED)* a classé les relations entre la République du Kosovo et ses États voisins de la manière suivante : excellentes avec l'Albanie ; très bonnes avec la Macédoine ; pas mauvaises avec le Monténégro ; et faibles avec la Serbie [24]. Analysons maintenant ces relations bilatérales une à une.

### Les relations entre la République du Kosovo et la République d'Albanie

Les relations entre la République du Kosovo et la République d'Albanie sont fraternelles et excellentes [25]. Les Albanais des deux États partagent une langue, une culture, une histoire et une conscience nationale commune, en d'autres termes ils constituent tout simplement un peuple unique. En effet, les Albanais sont un peuple autochtone des Balkans, c'est-à-dire qu'ils sont les descendants directs des Illyriens [26]. Les Illyriens, composés de plus de septante tribus (les Ardiéens, les Dalmates, les Dardaniens, les Labètes, les Liburnes, les Molosses, les Taulantiens, etc.), peuplaient historiquement et en continuité permanente toute la partie centrale et occidentale de la péninsule des Balkans ainsi qu'une partie du Sud-est de l'Italie, soit un territoire beaucoup plus étendu que l'espace ou l'aire albanophone d'aujourd'hui [27].

Historiquement, cette partie de l'Europe du Sud-est, en raison de sa position géostratégique entre l'Est et l'Ouest, a été une zone d'intersection des intérêts de nombreuses grandes puissances depuis les premiers âges de l'antiquité jusqu'à aujourd'hui. Cette région a été pendant des siècles sous la domination des Empires romain, byzantin, et ottoman. Avec l'affaiblissement de ce dernier au XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement d'indépendance des Albanais, qui a conduit à l'indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912, est né au Kosovo. En effet, dès 1878, la Ligue albanaise de Prizren [28], un mouvement à caractère politico-militaire, luttait contre l'Empire ottoman pour la création d'un État albanais dans les Balkans lequel incluait le Kosovo et tous les autres territoires peuplés majoritairement par les Albanais et qui étaient inscrits dans une logique de continuité géographique ainsi qu'historique, à savoir les quatre vilayets albanais (provinces autonomes) du Kosovo, de Shkodër, de Manastir et de Janina [29].

Mais, alors que le peuple albanais luttait depuis des années déjà contre l'occupation ottomane, qui a perduré près de cinq siècles sur son territoire, et proclamait un État albanais indépendant, en 1912, le Kosovo est conquis et occupé militairement par la Serbie qui exerça, comme l'explique Noel Malcolm, une terreur contre les Albanais où des milliers d'entre eux furent tués et expulsés de force [30]. Donc, en 1912 le Kosovo passait d'un occupant à l'autre, à savoir de l'occupant ottoman à l'occupant serbe. Face à une telle situation, les grandes puissances européennes de l'époque - l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la France, l'Italie, et la Russie - organisèrent une conférence des ambassadeurs à Londres, qui, le 29 juillet 1913, reconnaît l'État albanais, mais suite aux pressions de la Russie et le désir d'accroître son influence dans les Balkans à travers l'expansion territoriale des États slaves, ce nouvel État albanais a arbitrairement été partagé, permettant à la Serbie d'occuper définitivement le Kosovo [31]. Ainsi, aujourd'hui encore, il existe auprès du peuple albanais un sentiment d'injustice historique, voire de tragédie nationale, car bien qu'un État albanais voyait le jour, celui-ci laissa plus de la moitié des Albanais et des territoires peuplés majoritairement voire exclusivement par ces derniers en dehors de l'Albanie. Ces frontières politiques et artificielles, fixées de manière arbitraire ainsi qu'en dehors de toutes réalités historiques et factuelles du terrain, n'ont jamais cessé d'être contestées par les Albanais [32].

En effet, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, malgré les frontières physiques qui séparaient le peuple albanais, il y avait continuellement des tentatives de rapprochement et de collaboration socio-culturelle entre les Albanais du Kosovo et d'Albanie. Dès lors, aujourd'hui aussi les relations bilatérales avec la République d'Albanie occupent une place importante dans les objectifs stratégiques du ministère des Affaires étrangères de la République du Kosovo. Ainsi, par exemple, outre l'affirmation selon laquelle sa politique étrangère vise à développer de bonnes relations avec tous les États voisins, le Kosovo donne une importance particulière à ses relations avec l'Albanie. Ce constat se trouve également dans un de ses documents de la politique étrangère qui indique que « *Cooperation with Republic of Albania takes a special place in Kosovo Republic foreign policy. Intensification of the relations with Republic of Albania will happen in the course framework of the Euro-Atlantic integrations and its primary goal is to strengthen the cooperation and regional stability* » [33]. Cette deuxième phrase est également intéressante car elle souligne que la République du Kosovo souhaite renforcer ses relations avec la République d'Albanie dans le cadre de l'intégration européenne (UE) et atlantique (OTAN), mais en tant que deux États indépendants. Bien qu'une large majorité d'Albanais d'Albanie et du Kosovo souhaitent la réunification [34], les gouvernements de la République du Kosovo et de la République d'Albanie promeuvent l'existence de deux États indépendants. Cela est dû aux pressions de la communauté internationale qui ne soutient pas, à l'heure actuelle, la réunification de ces deux États. D'ailleurs, une telle disposition a été introduite dans l'article 1<sup>er</sup> alinéa 3 de la Constitution de l'État kosovar : « [I]a République du Kosovo n'a de revendication territoriale vis-à-vis d'aucun État, ni d'aucune partie d'État, et ne cherchera à s'unir à aucun État, ni à aucune partie d'État » [35]. Le nouvel État n'a donc aucune prétention territoriale envers ses pays voisins et ne cherche pas à se rattacher à un autre État, mais il souhaite exister en tant qu'État indépendant. Néanmoins, indépendamment du fait que l'article 3 de la Constitution de la République du Kosovo définit ce pays comme un État multiethnique où les droits des minorités sont garantis, il est évident que dans les faits celui-ci est le deuxième État albanais car, selon le recensement de 2011, 93 % de la population totale du pays est albanaise [36].

L'Albanie continue de soutenir le Kosovo dans tous les domaines. Sur le plan politique, elle est parmi les premiers pays ayant reconnu son indépendance. Les deux pays ont immédiatement établis les

relations diplomatiques, ouverts les ambassades dans les capitales respectives et échangés les ambassadeurs. L'Albanie reste l'allié naturel et incontournable du Kosovo dans le chemin de sa consolidation internationale. Son soutien était et demeure toujours crucial concernant les nouvelles reconnaissances internationales. Elle constitue la représentante la plus digne du Kosovo dans chaque forum, institution ou organisation internationale, dans lesquels le nouvel État n'est pas encore membre [37]. En fait, l'Albanie est le seul pays dans la région avec lequel le Kosovo a des relations très intenses. Ces relations proviennent de l'activité bilatérale globale en termes de réunions et de visites au niveau présidentiel, des Premiers-ministres et des ministres des Affaires étrangères, tout comme celles des activités économiques et commerciales entre les deux pays [38]. En janvier 2014, dans la ville historique de Prizren, au Kosovo, fut tenue la première réunion conjointe entre le gouvernement de la République d'Albanie et le gouvernement de la République du Kosovo. Cette réunion s'est terminée avec la signature d'un Document sur la coopération et le partenariat stratégique entre les deux pays ainsi que d'autres accords entre les deux gouvernements. Un an plus tard, en mars 2015, avec le slogan « Une terre - Un Peuple - Un rêve », la deuxième réunion conjointe entre les gouvernements des deux États a lieu à Tirana [39]. Ces réunions régulières montrent que les deux pays continuent et souhaitent renforcer davantage leur coopération tous azimuts.

En ce qui concerne le plan socio-culturel, la collaboration entre les deux pays est également très grande. En 2012, un abécédaire commun pour les écoliers Albanais du Kosovo et d'Albanie a été promu à Prizren, à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Albanie. Depuis 2014, les gouvernements des deux pays ont également décidé d'établir un calendrier culturel commun, ainsi qu'une plate-forme pour la conservation et la promotion du patrimoine culturel albanais [40].

Pour ce qui est de l'économie et de l'infrastructure des transports, les deux pays ont réalisé plusieurs projets symboliques et stratégiques. Le premier grand projet réalisé entre les deux États fut la construction d'une nouvelle autoroute, connue sous le nom d'autoroute de la nation, qui relie les capitales respectives. Un autre projet économique tout aussi important reliant le Kosovo et l'Albanie, plus connu comme l'autoroute énergétique, fut l'inauguration en 2015 d'une ligne d'interconnexion de 400 KW, d'une longueur de 241 kilomètres. Cette ligne est considérée comme très importante pour l'échange de l'énergie électrique entre les deux pays. Dans les prochains mois, il est également prévu de débiter avec la construction d'un chemin de fer qui reliera les deux pays. Les deux États coopèrent activement aussi dans le domaine du tourisme. Par exemple, chaque été plus de 700 milles Albanais du Kosovo passent leurs vacances sur les côtes de l'Albanie. En résumé, les relations entre la République du Kosovo et la République d'Albanie sont fraternelles, excellentes et intenses.

### Les relations entre la République du Kosovo et la République de Macédoine

Comme le Kosovo, la Macédoine faisait également partie de l'ex-Yougoslavie vis-à-vis de laquelle elle est devenue indépendante en 1991. La Macédoine est un pays multiethnique où la majorité de la population est composée de deux grands groupes ethniques, à savoir slave-macédonien d'un côté, et albanais de l'autre. Selon le dernier recensement officiel de 2002, les Albanais comptent 509,083 personnes, soit 25, 2 % [41] de la population totale du pays [42].

Les Albanais de Macédoine contribuent incontestablement aux relations entre la Macédoine et le Kosovo. Durant l'époque yougoslave, les Albanais de Macédoine et les Albanais du Kosovo ont maintenu, développé et renforcé en permanence les liens particuliers qui les unissent. Durant toute cette période, ils ont construit un front commun face aux serbes et aux yougoslaves afin de préserver leur identité nationale et d'améliorer leur statut politique et économique [43]. Par exemple, en raison de l'absence d'universités en langue albanaise en Macédoine, la plupart des Albanais de ce pays ont suivi des études universitaires à l'Université de Prishtina au Kosovo. Cette dernière a joué un rôle majeur dans l'éducation des Albanais de Macédoine et a également favorisé davantage le tissage des liens familiaux et professionnels avec ceux du Kosovo. Dès lors, aujourd'hui aussi les relations entre eux sont très denses dans tous les aspects.

Comme les Albanais de Macédoine sont étroitement liés avec les Albanais du Kosovo, il y a aussi un lien étroit entre l'évolution politique au Kosovo et celle en Macédoine. Chaque événement important qui se déroule au Kosovo affecte aussi, directement ou indirectement, chaque famille albanaise en Macédoine. Telle était, par exemple, la guerre de 1998-1999, où des milliers d'Albanais du Kosovo, expulsés violemment par le régime de Slobodan Milosevic, ont chaleureusement été accueillis, nourris et logés dans les foyers des Albanais de Macédoine et ce jusqu'à la fin de la guerre. De plus, de nombreux jeunes Albanais de Macédoine ont rejoint les Albanais du Kosovo dans leur guerre de libération nationale contre la Serbie. La même solidarité a également eu lieu en 2001, lorsqu'en Macédoine débute la guerre interethnique opposant les Albanais, qui réclament plus d'égalité, de droits politiques et nationaux, et les Slaves-macédoniens.

Pour les Albanais de Macédoine aussi la déclaration d'indépendance du Kosovo (2008) était un moment de joie. Tous les partis politiques albanais en Macédoine, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, étaient unanimes en ce qui concerne la reconnaissance immédiate de l'État du Kosovo par le gouvernement macédonien. Toutefois, les membres de la communauté slave-macédonienne dans les institutions d'État étaient réticents à le faire rapidement en raison des pressions de la Serbie et des bonnes relations avec cette dernière. En outre, 60 % des citoyens de la communauté slave-macédonienne étaient contre la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, tandis que 95 % des Albanais de Macédoine étaient en faveur de la reconnaissance immédiate du nouvel État [44]. En dépit de l'insistance des Albanais de Macédoine pour que l'État du Kosovo soit reconnu immédiatement, une telle décision fut prise par le gouvernement macédonien seulement huit mois plus tard. Même si quelque peu tardive, cette reconnaissance était très importante pour la consolidation de la souveraineté du Kosovo car elle venait de l'un de ses pays voisins directs.

Mais, bien que l'État du Kosovo ait été reconnu par la Macédoine, il y avait une question ouverte et non-résolue entre les deux pays, raison pour laquelle le gouvernement macédonien avait conditionné l'échange des ambassadeurs. Il s'agissait en effet de la démarcation physique de la frontière interétatique. Après avoir terminé ce processus en 2009, les deux pays ont ouvert leurs ambassades dans les capitales respectives et établi des relations diplomatiques. Depuis lors, les relations se sont nettement améliorées.

Les Républiques du Kosovo et de Macédoine sont déterminées à faire avancer le processus d'intégration européenne et atlantique. Mais à cet égard, bien qu'il soit déjà pays candidat à l'adhésion, l'État macédonien est bloqué, pour l'heure, par un État membre de l'UE, à savoir la Grèce [45]. En effet, la Grèce avait déjà bloqué son adhésion à l'OTAN en 2008 lors du sommet de Bucarest et continue toujours de s'opposer à l'ouverture des négociations pour que la Macédoine devienne membre de l'UE. Du point de vue de la Grèce, l'État macédonien devrait changer de nom afin de ne pas s'approprier celui de la Macédoine antique, ce que les autorités macédoniennes refusent de faire [46]. La République du Kosovo a reconnu l'État macédonien sous son nom constitutionnellement défini, à savoir la République de Macédoine. De son côté, la Macédoine a régulièrement votée en faveur de l'adhésion du Kosovo dans diverses organisations internationales.



La République du Kosovo et la République de Macédoine ont signé un certain nombre d'accords bilatéraux, ce qui a contribué de manière significative au maintien et au renforcement des bonnes relations entre les deux pays. La nature de ces accords est très diversifiée. Ceux-ci comprennent les matières de la coopération économique, de sécurité, de primauté du droit, ou encore les domaines de la culture et de la médecine [47]. Cependant, par rapport à l'Albanie, l'intensité des relations entre le Kosovo et la Macédoine est plus petite en termes de réunions et de visites officielles interétatiques des hautes autorités politiques, commerciales et économiques. Depuis l'indépendance du Kosovo, plusieurs visites et réunions ont été effectuées des deux côtés de la frontière, mais cela ne représente que le quart des visites réciproques et des rencontres qui sont faites entre le Kosovo et l'Albanie. Il est à noter également qu'un nombre considérable de ces visites sont faites entre les représentants du Kosovo et les représentants politiques des Albanais de Macédoine. Dès lors, les rapports entre la République de Macédoine et la République du Kosovo sont bons en grande partie grâce aux Albanais de Macédoine qui constituent un pont entre les deux pays. Toutefois, il existe aussi d'autres facteurs qui contribuent au maintien des bonnes relations entre les deux pays voisins tels que l'économie et le commerce. La Macédoine est un partenaire commercial important du Kosovo [48].

La République du Kosovo s'est donnée comme priorité nationale l'interconnexion des réseaux routiers à travers une infrastructure moderne avec ses pays voisins, dont la Macédoine. À cet égard, après la construction de l'autoroute vers l'Albanie qui a coûté 830 millions d'euros, le gouvernement kosovar a déjà commencé la construction d'une nouvelle autoroute qui va de sa capitale, Prishtina, jusqu'à la frontière de la Macédoine. Celle-ci devrait être achevée au plus tard en 2018 et coûtera environ 660 millions d'euros [49]. De plus, afin de renforcer la coopération régionale et interétatique, avec un financement de l'UE dont le montant s'élève à 80 millions d'euros, l'infrastructure du chemin de fer reliant le Kosovo et la Macédoine sera entièrement renouvelée d'ici 2020 [50]. Plus encore, en février 2016, le ministre des Affaires étrangères de la République du Kosovo, Hashim Thaçi, et son homologue de la République de Macédoine, Nikola Poposki, ont signé à Prishtina un accord interétatique sur le franchissement de la frontière seulement avec les cartes d'identités, et un autre sur l'ouverture d'un nouveau point de passage frontalier à Stançiq-Bellanoc [51]. Ainsi, d'une manière générale, les relations entre la République du Kosovo et la République de Macédoine sont amicales et stables tant sur le plan politique que socio-économique.

### Les relations entre la République du Kosovo et la République du Monténégro

Comme la Macédoine et le Kosovo, le Monténégro a également fait partie de l'ex-Yougoslavie. Sur base d'un référendum organisé dans le pays le 21 mai 2006, où 55,5 % des électeurs étaient en faveur [52], le Monténégro décide de devenir un État indépendant le 3 juin 2006. Bien que le Monténégro n'est pas encore officiellement reconnu par tous les États membres de l'ONU, il a toutefois réussi à devenir membre à part entière de cette importante organisation internationale ainsi qu'à adhérer à d'autres organismes internationaux. Depuis son indépendance, l'État monténégrin a clairement été déterminé à devenir également membre de l'UE et de l'OTAN. En 2010, il a obtenu le statut de pays candidat à l'UE, et en décembre 2015 a reçu l'invitation officielle pour rejoindre l'OTAN en juillet 2016 lors du sommet de Varsovie. Donc, comme l'Albanie, la Macédoine et le Kosovo, le Monténégro a adopté un agenda étatique visant son intégration euro-atlantique.

Dans le contexte des réformes profondes ayant pour objectif de répondre aux normes et aux conditionnalités exigées par l'UE et l'OTAN, la coopération avec les pays voisins, y compris la République du Kosovo, représentait également un enjeu important pour le Monténégro. L'État monténégrin, en tant que voisin direct du Kosovo, suivait avec une attention particulière l'évolution de la situation dans ce pays. L'intérêt du Monténégro résidait en une paix et une stabilité durables de la région des Balkans occidentaux. Ainsi, huit mois après la déclaration d'indépendance du Kosovo, le Monténégro et la Macédoine décident de reconnaître l'indépendance et la souveraineté de l'État du Kosovo lors de la même journée. Il semble que ces deux reconnaissances officielles aient lieu suite à une action coordonnée, car les deux pays étaient confrontés à une crise de relations similaires avec la Serbie. Cette dernière menaçait le Monténégro, tout comme la Macédoine, de détériorer leurs relations si l'État du Kosovo était reconnu. Le Monténégro, contrairement à la Macédoine, était encore plus avancé dans ses relations amicales avec la Serbie. En effet, après les Monténégrins qui représentent 45 % de la population totale du pays, les Serbes au Monténégro sont le deuxième plus grand groupe ethnique avec près de 29 % [53].

Cependant, le Monténégro a pris plus de temps que la Macédoine pour établir des relations diplomatiques avec le Kosovo, soit le 15 janvier 2010, à savoir presque un an et demi après la décision de la reconnaissance officielle. Le Monténégro n'a pas conditionné la reconnaissance de l'État kosovar ou l'établissement des relations diplomatiques, mais il a par contre conditionné la nomination de son ambassadeur à Prishtina avec la reconnaissance officielle des Monténégrins vivant au Kosovo en tant que communauté de plein droit dont jouissent les autres communautés de ce pays. Même si le nombre exact de la communauté monténégrine du Kosovo n'est pas connu officiellement, celle-ci a exprimé son souhait d'être traitée comme telle, et non comme partie de la communauté serbe. Une fois que cette condition fut remplie par les autorités de la République du Kosovo [54], les deux pays ont ouvert les ambassades respectives et échangé les ambassadeurs.

Cependant, comparé à l'Albanie et la Macédoine, le Kosovo n'a pas encore de relations si développées avec le Monténégro. Par exemple, entre les autorités étatiques kosovares et monténégrines il y a eu moins de visites présidentielles et gouvernementales par rapport à celles organisées entre le Kosovo et l'Albanie ou entre le Kosovo et la Macédoine. De plus, c'est la faible intensité des relations économiques et commerciales qui contribue davantage à des relations bilatérales pas très actives. Le Monténégro constitue seulement le 10<sup>e</sup> partenaire commercial du Kosovo parmi tous les États de la région de l'Europe du Sud-est, alors que celui-ci est un voisin direct [55]. Toutefois, afin d'améliorer leurs relations, les deux pays ont créé une association d'amitié Kosovo-Monténégro. Celle-ci fut créée à l'initiative du Président de l'Association des Monténégrins du Kosovo, Slobodan Vujčić. Ainsi, afin d'approfondir leurs relations, en juin 2013, un Forum d'amitié Kosovo-Monténégro fut organisé à Prishtina durant deux journées consécutives par l'Association de l'Amitié Kosovo-Monténégro, le ministère des Affaires étrangères de la République du Kosovo et le ministère des Affaires étrangères de la République du Monténégro, ainsi que les ministères de la Culture des deux pays. Ce forum a réuni des dizaines de diplomates, intellectuels, activistes culturels et travailleurs du tourisme des deux pays, y compris des représentants de la communauté monténégrine du Kosovo et des Albanais du Monténégro [56] qui, selon le dernier recensement, constituent 5 % de la population de ce pays [57].

Le Kosovo et le Monténégro ont signé plusieurs accords bilatéraux qui ont trait à la coopération douanière, ou encore en ce qui concerne la coopération sur le sort des personnes disparues durant les guerres en ex-Yougoslavie. Ils ont aussi entamé toute une série de discussions concernant d'autres accords relatifs aux domaines du tourisme, de l'économie et des infrastructures telles que les autoroutes et les chemins de fer. De plus, le 26 août 2015, les gouvernements du Kosovo et du Monténégro ont signé à Vienne, lors du sommet des pays des Balkans occidentaux, l'accord sur la

démarcation physique de la frontière interétatique entre les deux pays, un processus qui a commencé en 2012. Cependant, alors que le Parlement du Monténégro l'a déjà ratifié, cet accord a suscité une réaction de mécontentement des partis d'opposition au Parlement de la République du Kosovo, qui ont exprimé leurs préoccupations concernant la ligne exacte de démarcation de la frontière entre les deux pays dans plusieurs villages de la région de Rugova. L'opposition kosovare et les résidents de ces villages considèrent que le Monténégro a bénéficié, à travers cet accord, de quelques 9.000 hectares du territoire du Kosovo [58]. Par conséquent, ils ont demandé au gouvernement du Kosovo d'annuler l'accord en question afin de le renégocier du début avec les autorités monténégrines. Bien que le Monténégro ait exprimé sa volonté pour que les commissions compétentes des deux États fassent une nouvelle révision éventuelle de la frontière si les autorités kosovares le demandent, le gouvernement du Kosovo a cependant déclaré que l'accord de la démarcation de la frontière interétatique est en « pleine conformité avec la Constitution de 1974, le document du président Ahtisaari et la Constitution de la République du Kosovo » [59]. Le gouvernement du Kosovo dans ses vues avait également le soutien de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Prishtina, qui s'est exprimé en disant que la ligne frontalière entre le Kosovo et le Monténégro a été déterminée correctement [60]. Toutefois, étant donné que les partis d'opposition au Kosovo refusent de le ratifier et demandent la renégociation, la procédure est toujours en cours. Une nouvelle révision aura probablement lieu dans les mois à venir. Ainsi, les relations entre la République du Kosovo et de la République du Monténégro n'ont pas encore atteints le même niveau que celles entre le Kosovo et l'Albanie, ou entre le Kosovo et la Macédoine, mais, ces dernières années il y a eu de sérieux avancements.

Quoiqu'il en soit, les reconnaissances officielles par ses trois pays voisins directs, à savoir l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro, constituent des reconnaissances qualitatives qui ont contribué amplement à la consolidation de la souveraineté de l'État du Kosovo, ainsi qu'à la paix et à la coopération dans la région des Balkans occidentaux. La République du Kosovo a ainsi trouvé sa place dans la région en tant qu'État indépendant et souverain, et continue d'être traité comme tel par ses trois voisins frontaliers.

### Les relations entre la République du Kosovo et la République de Serbie

Les Albanais et les Serbes ont un passé difficile et conflictuel, surtout depuis la deuxième partie du XIX siècle, moment où la Serbie entame des actions expansionnistes sur les territoires peuplés historiquement et en grande majorité ou en totalité par les Albanais. Lors de la guerre menée en 1876-1878 par la Russie et la Serbie contre l'Empire ottoman, et puis suite au Congrès de Berlin de 1878, le territoire de l'État serbe s'agrandit de 34 000 km<sup>2</sup> à 48 700 km<sup>2</sup> en s'étendant vers le Sandjak de Nish et la région de Toplica, habités presque exclusivement par des Albanais [61]. Rexhep Qosja explique de manière chronologique que lors de la conquête de ces territoires, la Serbie a commis de nombreux crimes envers la population albanaise, et a également mis en œuvre une politique d'expulsions forcées de cette dernière par dizaines de milliers en direction du Kosovo, de la Macédoine et surtout vers les territoires ottomans qui forment la Turquie actuelle [62]. Il s'agit donc d'une des premières épurations ethniques des Albanais par la Serbie [63]. Outre ces régions occupées militairement, ensuite octroyés par le Congrès de Berlin et puis colonisées par des Slaves, la Serbie convoitait aussi d'autres territoires albanais y compris le Kosovo actuel. Comme nous l'avons expliqué plus haut, dans le cadre de sa politique expansionniste, la Serbie occupe le Kosovo en 1912/1913 et ensuite le traite comme un territoire colonial. Bashkim Iseini souligne que « [c]es conquêtes [serbes] s'effectuèrent par la glorification et l'attribution de symboles et de mythes nationaux à ces espaces territoriaux convoités et par l'accentuation des différences avec les populations qui habitaient ces espaces » [64]. Ainsi, la population albanaise du Kosovo, qui n'avait aucun désir de passer sous l'autorité de la Serbie ou de la Yougoslavie, a été victime de violations flagrantes des droits de l'homme par les autorités serbes [65]. Depuis lors, les Albanais du Kosovo n'ont, à aucun moment, cessé de réclamer leur droit d'être libre et de décider eux-mêmes de leur sort, soit par des manifestations collectives pacifiques, soit en soulevant les armes contre l'occupant serbe, selon les périodes et le contexte régional ou international.

Durant la période d'entre deux guerres mondiales, la Serbie a mis en œuvre un vaste programme de colonisation du Kosovo par des Slaves (essentiellement des Serbes et des Monténégrins) afin d'essayer de changer la structure ethnique de celui-ci [66]. Pendant ce temps, parallèlement, des milliers d'Albanais furent expulsés vers la Turquie. En effet, en 1938, après de nombreuses négociations entre la Yougoslavie et la Turquie, fut conclu un accord pour l'expulsion de 40 000 familles albanaises vers le territoire turc entre 1939-1944 ; ce chiffre est très important sachant qu'à l'époque une famille traditionnelle albanaise, qui vivait sous le même toit, incluait de nombreux ménages de trois générations de plus de dix membres [67]. L'État serbe planifiait ainsi d'expulser toute la population albanaise du Kosovo vers la Turquie. L'entière mise en œuvre de cet accord a été interrompue par la Deuxième guerre mondiale. Dès la fin de celle-ci, la Serbie a, de nouveau, occupé le Kosovo, et durant toute la période 1952-1965, l'État serbe a continué les expulsions des Albanais [68]. Mais, les politiques d'expulsions, de discriminations et des violations constantes des droits fondamentaux des Albanais, auxquelles se sont livrées les autorités serbes, ont renforcé davantage la résistance albanaise au Kosovo. En 1968, éclatent des manifestations au Kosovo qui dénoncent la politique coloniale serbe et avaient pour principal objectif des revendications politiques en lien avec l'identité nationale albanaise tels que la création d'une université, le droit au drapeau national, et notamment l'accès au statut de République au sein de la Yougoslavie fédérale [69]. Quelques années plus tard, suite aux révisions constitutionnelles yougoslaves de 1974, le Kosovo accède au statut de province autonome au sein de la RFSY. En effet, « [e]n tant qu'entité, le Kosovo était représenté directement (non par la Serbie) au Parlement, dans l'exécutif et dans l'appareil judiciaire fédéral [1]. En vertu de pouvoirs que lui conférait la Constitution fédérale, il a promulgué sa propre constitution directement, et ne l'a pas reçue de la République de Serbie, et il avait sa propre Cour constitutionnelle. Le Kosovo avait son propre Parlement, son pouvoir exécutif et son appareil judiciaire, dotés de compétences équivalentes à presque tous égards à celles des républiques. Il avait le droit, qu'il exerçait, de négocier et de conclure des accords avec des États étrangers » [70]. Autrement dit, la position du Kosovo en vertu de la Constitution de 1974 de la RFSY était équivalente à celle des Républiques, c'est-à-dire, celui-ci était une unité fédérale yougoslave à part entière qui exerçait un pouvoir de gouvernement sur son propre territoire et qui participait directement au niveau fédéral [71]. Toutefois ces changements ne satisfaisaient pas les revendications albanaises qui souhaitaient le statut de République. Les Albanais réclamaient le statut de République en s'appuyant aussi sur le fait qu'ils étaient numériquement le troisième peuple de la Yougoslavie, et nettement supérieurs aux Monténégrins et aux Macédoniens qui quant à eux jouissaient d'un tel statut [72].

Quoiqu'il en soit, il est important de rappeler que depuis 1974 le Kosovo et la Serbie étaient sur le même pied d'égalité au sein de la fédération yougoslave. La Serbie ne pouvait donc pas interférer dans les affaires internes du Kosovo. Mais, en 1989 le régime de Slobodan Milosevic supprime

illégalement et de manière violente l'autonomie du Kosovo, ce qui est inacceptable pour les Albanais. En 1989, la Serbie occupait, une nouvelle fois, par la force le Kosovo, de la même manière que l'Irak de Saddam Hussein envahissait le Koweït en 1990[73]. Face à un tel évènement dramatique pour le pays, le 2 juillet 1990, devant le bâtiment du Parlement du Kosovo lequel fut encerclé et fermé par les forces policières serbes, les députés Albanais proclamèrent la République du Kosovo. Mais celle-ci ne fut pas reconnue à l'époque par la communauté internationale. C'est le début de la période pendant laquelle les Albanais organisèrent un État parallèle sous l'occupation serbe. Le président kosovar de l'époque, Ibrahim Rugova, adopta une voie pacifique de la résolution définitive de la question du Kosovo, mais à cause de la violation grave des droits de l'homme, la terreur systématique, la fermeture des écoles et des médias albanais, la discrimination économique et le licenciement en masse, le nettoyage ethnique silencieux et l'occupation classique du pays par la Serbie, les Albanais décidèrent de prendre les armes afin de protéger leurs propres familles et maisons [74]. La situation s'est précipitée surtout suite à l'occultation de la question du Kosovo lors des négociations des accords de paix de Dayton en 1995 qui mettent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine. Étant donné que la question du Kosovo n'a même pas été soulevée à l'ordre du jour lors de ces négociations, cela est perçue par les Albanais du Kosovo comme une humiliation et en même temps comme un signal décisif que la libération du pays a un prix à payer et ne pourra pas se faire de manière pacifique [75]. Ainsi, les Albanais décidèrent de se réunir autour de l'Armée de Libération du Kosovo (ALK) – en albanais *Ushtria Çlirimtare e Kosovës (UÇK)* –, mouvement militaire et politique, qui mena une guerre de libération nationale, en multipliant les attaques contre les forces armées serbes stationnées au Kosovo, notamment durant la période de mars 1998 à juin 1999 [76]. Le nombre de volontaires qui rejoignent les rangs de l'ALK augmente fortement après les massacres de février 1998 dans les villages de Likoshan et Qirez, et surtout suite à celui de mars 1998 à Prekaz où 56 membres de la famille de Adem Jashari [77], y compris des enfants, des femmes et des personnes âgées, furent tués dans leur propre maison par les forces serbes [78].

Dès début 1998, le régime de Slobodan Milosevic envoya de plus en plus de forces de police et des forces militaires ainsi que des paramilitaires serbes lesquelles placèrent le Kosovo sous un encerclement de fer et commirent des violations graves des droits de l'homme contre la population civile albanaise. De janvier 1998 au 12 juin 1999, en appliquant une politique de la terre brûlée, l'État serbe tua 11 843 civils albanais (dont 1 691 mineurs), 1 450 autres sont toujours portés disparus et 20 400 femmes albanaises furent violées [79]. De plus, l'État serbe a également détruit plus de 188 000 maisons privées et bâtiments publics (écoles, bibliothèques, hôpitaux, sites et monuments historiques et culturels, mosquées, églises catholiques, ...) [80] dont le coût total s'élève, selon un groupe d'économistes kosovars, à 20 milliards d'euros [81]. Plus encore, durant la même période, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) plus de 850 000 Albanais furent expulsés de force vers l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro [82], tandis que le reste de la population, terrorisée et en manque de vivres, trouva refuge dans les montagnes à l'intérieur du Kosovo. Il s'agissait donc d'une véritable stratégie d'épuration ethnique, laquelle était, une nouvelle fois, organisée minutieusement par l'État serbe. En réaction à cette brutalité, et surtout après le massacre délibéré contre les civils albanais par la police serbe dans le village de Reçak le 15 janvier 1999, considéré comme un crime contre l'humanité par William Walker, chef de la Mission de vérification au Kosovo (MVK) [83], la communauté internationale décide enfin d'agir [84]. Des négociations furent organisées entre février et mars 1999 à Rambouillet en France, sous l'égide du Groupe de contact (Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni, Russie), où les représentants albanais acceptent de signer l'accord de paix, mais la Serbie refuse et continue davantage les actions militaires contre la population civile du Kosovo. Ainsi, le 24 mars 1999, pour la première fois de son histoire, l'OTAN intervient militairement via des frappes aériennes contre la Serbie afin de mettre fin à la catastrophe humanitaire que le régime antidémocratique de Slobodan Milosevic avait créée au Kosovo. Après 78 jours de bombardements aériens par les forces de l'OTAN, et les offensives terrestres de l'ALK, le 12 juin 1999 l'appareil répressif serbe fut complètement chassé du Kosovo. La résolution 1244 (1999) fut adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU qui plaça provisoirement le Kosovo sous protectorat international. Cette résolution prévoyait que le statut définitif du Kosovo devrait être déterminé dans les années à venir [85].

En 2002, la Commission internationale indépendante sur le Kosovo dans son rapport de suivi déclarait : « [...] après ce que la population [albanaise] du Kosovo avait subi de la part des autorités serbes et yougoslaves (négaration des droits civils, attaques contre les villages, massacres, et finalement expulsions généralisées), tout exercice de la souveraineté de la [Yougoslavie] sur le Kosovo était, par simple réalisme, à exclure dès juin 1999. De même, « l'autonomie et l'autogouvernement substantiels » n'étaient acceptables par la population albanaise que comme étape vers [l']indépendance » [86]. De plus, il était évident que si la Yougoslavie disparaissait, le Kosovo devait également devenir un État indépendant, car celui-ci « était une entité fédérale de la RSFY et à ce titre, comme les républiques, avait le droit de déterminer son propre avenir lorsque la RSFY s'est dissoute » [87]. En novembre 2005, sous l'aspect de l'UNOSK [88], l'ONU décida finalement de mettre autour de la table les Albanais du Kosovo et la Serbie pour négocier sur la détermination du statut final du Kosovo. Après plusieurs mois de négociations à Vienne, le médiateur de l'ONU, Martti Ahtisaari, recommanda en mars 2007 que le Kosovo doit devenir un État indépendant et souverain : « [l']indépendance est la seule option qui permettrait d'assurer la stabilité politique et la viabilité économique du Kosovo. Ce n'est que dans un Kosovo indépendant que les institutions démocratiques seront pleinement [responsables] de leurs actes, chose cruciale pour garantir le respect de l'État de droit et la protection effective des minorités. Si l'ambiguïté politique devait persister, la paix et la stabilité du Kosovo et de la région s'en trouveraient menacées. L'indépendance est la meilleure garantie contre cette menace. C'est aussi elle qui offre les meilleures chances de voir s'instaurer un partenariat durable entre le Kosovo et la Serbie » [89]. Néanmoins, la Serbie et son allié historique russe refusent cette recommandation du médiateur de l'ONU, mais, elle est acceptée par le monde occidental et les Albanais lesquels, sur base de celle-ci, proclament l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008.

Cependant, aujourd'hui encore, non seulement la Serbie n'a pas assumé ses responsabilités dans la guerre des années 1998-1999 et reconnue officiellement l'indépendance du Kosovo, mais elle essaie de minimiser voire de nier les crimes du régime de Slobodan Milosevic et œuvre activement afin d'empêcher la consolidation internationale du nouvel État kosovar. Cette attitude serbe vis-à-vis de la République du Kosovo a affecté les relations entre la Serbie et l'UE. Dès la confirmation de la légalité de l'indépendance du Kosovo par la CIJ en 2010, l'UE s'est engagée à superviser un nouveau dialogue afin de normaliser les relations entre les deux États. À travers ce dialogue, qui est toujours en cours aujourd'hui, la République du Kosovo et la République de Serbie ont signé plusieurs accords qui leurs ont permis d'avancer en tant que deux États indépendants vers l'intégration européenne [90]. La normalisation complète des relations avec l'État du Kosovo est indispensable pour l'adhésion de la Serbie à l'UE [91]. D'ailleurs, une disposition sur la conditionnalité de la Serbie a été introduite dans

l'article 35 des négociations sur son adhésion à l'UE[92]. Mais, les autorités serbes maintiennent toujours l'ancien discours en ce qui concerne l'État du Kosovo.

Par ailleurs, deux petits partis politiques en Serbie, le parti républicain de Nikola Sandulovic et le parti libéral-démocrate de Cedomir Jovanovic, font régulièrement appel au gouvernement serbe de reconnaître officiellement l'indépendance du Kosovo et d'établir des relations diplomatiques avec le nouvel État. Mais, c'est notamment la déclaration du président de l'Académie serbe des sciences, Vladimir Kostic, qui a fait la une des médias. Celui-ci déclarait ceci : « *Kosovo is not in Serbia's hands anymore either de facto or de jure*, [en ajoutant également] *that someone should openly say that to the [Serbian] people* »[93]. D'autres personnalités culturelles, politiques, sportives et membres de la société civile serbe font également appels aux autorités serbes pour reconnaître officiellement la République du Kosovo. Ces discours montrent qu'une partie de la société en Serbie se déclare ouvertement en faveur de la reconnaissance de l'État du Kosovo. Cependant, la reconnaissance officielle n'a pas encore eu lieu, et par conséquent, les relations entre la République du Kosovo et la République de Serbie restent toujours faibles et tendues.

## Conclusion

La République du Kosovo est le dernier État issu de la désintégration violente de l'ex-Yougoslavie. Suite à la dissolution de cette fédération et les exactions systématiques commises par les Serbes envers les Albanais du Kosovo, ces derniers ne souhaitaient pas cohabiter, même hypothétiquement, au sein d'un État que ce soit de type confédéral, fédéral ou encore moins de faire partie intégrante de la Serbie. Si la Yougoslavie disparaissait – scénario qui s'est produit effectivement – le Kosovo devait également devenir un État indépendant tout comme les autres républiques yougoslaves. En effet, aucune autre solution intermédiaire n'était acceptable par les Albanais que celle de l'indépendance immédiate et définitive du Kosovo. Dès lors, après plusieurs années d'occupation, de discrimination politique et économique, de guerre, de purifications ethniques exercées par l'appareil étatique de la Serbie, et de gouvernance internationale, les Albanais du Kosovo ont proclamé l'indépendance de leur pays le 17 février 2008. Ainsi, la dissolution de l'ex-Yougoslavie qui a commencé au Kosovo dans les années 1980, s'est définitivement terminée avec la création d'un nouvel État kosovar en 2008. Depuis ce temps, la République du Kosovo a connu une viabilité solide en tant qu'État indépendant et souverain.

À travers cet article, nous avons analysé les relations bilatérales entre la République du Kosovo et ses États voisins frontaliers. Cette étude a montré que depuis huit ans d'indépendance, de manière progressive et avec le soutien continu du monde occidental et de ses trois pays voisins directs, l'État du Kosovo a consolidé considérablement sa souveraineté interne et externe. De plus, l'indépendance du Kosovo a stabilisé et pacifié la région des Balkans occidentaux. La preuve en est que, à l'exception de la Serbie, tous les autres voisins directs du Kosovo, à savoir l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro ont reconnu officiellement l'indépendance de ce nouvel État et entretiennent des relations de bon voisinage ainsi que de coopération avec celui-ci. La République du Kosovo a ainsi trouvé pleinement sa place dans la région en tant qu'État indépendant et souverain. L'État kosovar et ces trois États voisins entretiennent des relations diplomatiques et sont représentés réciproquement au niveau des ambassades dans leurs capitales respectives. L'objectif commun de tous ces pays est le renforcement de la sécurité et de la coopération régionale afin d'adhérer au plus vite possible au sein de l'UE qui est considérée comme la destination finale.

Les relations entre la République du Kosovo et la République d'Albanie sont les plus intenses et les plus stables parmi tous les pays voisins directs de l'État kosovar. Celles-ci sont fraternelles et excellentes dans tous les aspects, qu'ils soient politiques, socio-culturels et économiques. Cela est dû aux liens étroits qui lient les Albanais des deux États. Ces derniers, qui sont les descendants directs des Illyriens, partagent une origine, une langue, une culture, une histoire et une conscience nationale commune. Dès lors, aujourd'hui aussi les relations bilatérales entre les deux pays occupent une place stratégique. L'Albanie constitue le plus puissant allié régional de l'État du Kosovo vers le chemin de sa consolidation internationale, notamment en contribuant en ce qui concerne les nouvelles reconnaissances internationales et la représentation des intérêts de ce dernier dans chaque organisation internationale.

En ce qui concerne les relations entre la République du Kosovo et la République de Macédoine, elles sont stables et amicales. Après l'Albanie, la Macédoine est le deuxième pays voisin frontalier avec lequel l'État du Kosovo maintient et développe de manière intensive des bonnes relations tant sur le plan politique que social et économique. La République du Kosovo et la République de Macédoine coopèrent activement dans les matières économiques, sécuritaires, ou encore culturelles. D'ailleurs, sur le plan économique la Macédoine constitue un partenaire commercial important du Kosovo. Depuis 2009, les deux États ont également terminé le processus de la démarcation physique de leur frontière interétatique. De plus, la construction de l'autoroute qui va relier prochainement les deux pays ainsi que la rénovation du chemin de fer existant s'inscrivent dans cette logique de coopération interétatique renforcée. Outre le domaine des échanges économiques et commerciaux, les Albanais de Macédoine, qui représentent une part très importante de la population totale du pays, contribuent énormément au développement des bonnes relations entre la République de Macédoine et la République du Kosovo.

Pour ce qui est des relations entre la République du Kosovo et la République du Monténégro, bien qu'elles ne sont pas si intenses en termes d'échanges économiques et de visites présidentielles et gouvernementales, celles-ci s'avèrent toutefois stables et en amélioration constante. Tout comme le Kosovo, le Monténégro est aussi un jeune État qui a proclamé l'indépendance seulement en 2006. Les deux pays ont déjà signé toute une série d'accords interétatiques, établis des relations diplomatiques et se respectent mutuellement comme États indépendants et souverains. Toutefois, l'accord sur la démarcation physique de la frontière interétatique n'est pas encore entré en vigueur et reste une question qui anime beaucoup de débats, notamment au Kosovo. Mais, outre ce sujet sensible qui est toujours en cours de discussion, les deux États n'ont pas d'autres questions ouvertes qui pourraient éventuellement menacer leurs relations bilatérales ou la sécurité régionale.

Cependant, le facteur déstabilisateur pour la région des Balkans occidentaux reste toujours la Serbie à travers sa politique obstructive à l'égard de la République du Kosovo. Les autorités serbes n'ont toujours pas présenté des excuses à l'égard des familles des victimes et du peuple albanais du Kosovo en général pour les souffrances occasionnées durant les années de guerre et d'occupation. De plus, la Serbie n'a toujours pas reconnu officiellement l'État du Kosovo et essaie activement d'empêcher sa consolidation internationale. Pour toutes ces raisons, contrairement aux bonnes relations avec l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro, les relations entre la République du Kosovo et la République de Serbie restent faibles et instables. Toutefois, l'indépendance du Kosovo est une réalité irréversible et inaliénable qui a définitivement mis fin aux mythes serbes, c'est-à-dire aux illusions ou aux interprétations amplifiées, glorifiés et déformés du passé historique de l'État du Kosovo. Le nombre important de reconnaissances internationales ainsi que l'avis favorable de la CIJ confirmant que



L'indépendance du Kosovo est conforme au droit international ont consolidé *de facto* et *de jure* la souveraineté du nouvel État kosovar. Dès lors, l'acceptation de cette réalité par les autorités serbes est non seulement dans l'intérêt de la République du Kosovo, mais dans l'intérêt de la République de Serbie elle-même qui aspire à devenir un pays membre de l'UE. L'adhésion de tout État candidat à l'UE est conditionnée par le respect de l'intégrité territoriale et les bonnes relations avec tous les États voisins. Dès lors, il est évident que sans une reconnaissance officielle de la République du Kosovo par la Serbie, les relations resteront faibles, fragiles, conflictuelles, et menaceront l'avenir européen des deux États. Ainsi, la reconnaissance officielle de l'État indépendant et souverain du Kosovo par la Serbie est indispensable pour la réconciliation, la pacification et l'adhésion de ces deux États voisins des Balkans occidentaux à l'UE.

Mars 2016

## Bibliographie

AGJENCIA E STATISTIKAVE TË KOSOVËS (ASK), « Regjistrimi i Popullsisë, Ekonomive Familjare dhe Banesave në Kosovë 2011 : Popullsia sipas gjinisë, etnicitetit, dhe vendbanimit », Rezultatet përfundimtare, Prishtinë, Republika e Kosovës, Prill 2013, 72 p.

AHTISAARI, Martti, « Lettre datée du 26 mars 2007, adressée par le secrétaire général au président du Conseil de sécurité », S/2007/168/Add.1, le 26 mars 2007, pp. 1-9.

BEHRENDT, Christian, et BOUHON, Frédéric, Introduction à la Théorie générale de l'État. Manuel, Bruxelles, De Boeck, Larcier, 2009, 617 p.

BOTA SOT, « Demografët: Shqiptarët mbi 34 për qind në Maqedoni/ Les démographes: plus de 34 pour cent d'Albanais en Macédoine », Journal quotidien albanais, le 26 septembre 2009, <http://botasot.info/?gjuha=0&category=12&id=32614> (consulté le 5 février 2016).

CARRÉ DE MALBERG, Raymond, Contribution à la Théorie générale de l'État, tome premier, Librairie de la société du recueil Sirey, Paris, 1920, 837 p.

CASTELLAN, Georges, Histoire de l'Albanie et des Albanais, Crozon, Éditions Armeline, 2002, 205 p.

CASTELLAN, Georges, Histoire des Balkans XVe - XXe siècle, Paris, Édition augmenté Arthème Fayard, 2004, 643 p.

CHABOT, Jean-Luc, Introduction à la politique, Grenoble, Éditions Presses Universitaires de Grenoble, 2003, 272 p.

Comprehensive Proposal For the Kosovo Status Settlement, 2 February 2007, Annex VIII, Article 3, 58 p.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, « Résolution 1244 », S/RES/1244 (1999), Distr. Générale, le 10 juin 1999, pp. 1-9.

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO, Chapitre I : Dispositions fondamentales, article premier.

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale de l'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo », Contribution écrite additionnelle de la République du Kosovo, requête pour avis consultatif, le 17 juillet 2009, 160 p., <http://www.icj-cij.org/docket/files/141/15709.pdf> (consulté le 15 janvier 2016).

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo », Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, avis consultatif du 22 juillet 2010, rôle général n° 141, 54 p., <http://www.icj-cij.org/docket/files/141/15988.pdf>, (consulté le 16 janvier 2016).

D. GRANT, Thomas, The Recognition of States. Law and Practice in Debate and Evolution, Westport, Connecticut: Praeger, United States of America, 1999, 280 p.

D. KRASNER, Stephen, « Sovereignty », Foreign Policy, Issue 122, January/February 2001, pp. 20-29.

DASKALOVSKI, Zhdas, and TALESKI, Dane, « The Independence of Kosovo and the Consolidation of Macedonia – A Reason to Worry? », in Ernst M Felberbauer, Predrag Jureković, Frederic Labarre (ed.), Cutting or Tightening the Gordian Knot? The Future of Kosovo and the Peace Process in the Western Balkans After the Decision on Independence, Vienna, Austrian Federal Ministry of Defence (BMLV), October 2008, pp. 29-57.

EMBASSY OF THE UNITED STATES TO THE REPUBLIC OF KOSOVO, « Statement on Kosovo-Montenegro Border Demarcation Report », 2015 Presses Releases, Prishtina, December 21, 2015, [http://pristina.usembassy.gov/2015\\_press\\_release21.html](http://pristina.usembassy.gov/2015_press_release21.html) (consulté le 11 février 2016).

EURACTIV, « Opening of chapters a historic step for Serbia », 18 December, 2015, <http://www.euractiv.com/sections/enlargement/opening-chapters-historic-step-serbia-320597> (consulté le 2 février 2016).

Final Declaration by the Chair of the Vienna Western Balkans Summit, Vienna, 27 August 2015, pp. 1-8.

FONDACIONI I KOSOVËS PËR SHOQËRI TË HAPUR (KFOS) DHE INSTITUTI PËR HULLUMTIME ZHVILLIMORE RIINVEST, « Rruga 6: Autostrada Prishtinë – Shkup », Riinvest Institute, Prishtinë, Republika e Kosovës, 2015, 39 p.

FRASHËRI, Kristo, Lidhja Shqiptare e Prizrenit 1878-1881, Tiranë, Shtëpia botuese Toena, 1997, 509 p.

GALLUP BALKAN MONITOR, « Insights and Perceptions: Voices of the Balkans 2010 », 2010, 56 p., [http://www.esiweb.org/enlargement/wp-content/uploads/2009/02/2010\\_Summary\\_of\\_Findings.pdf](http://www.esiweb.org/enlargement/wp-content/uploads/2009/02/2010_Summary_of_Findings.pdf) (consulté le 15 janvier 2016).

GARDE, Paul, Fin de siècle dans les Balkans, Paris, Édition Odile Jacob, 2001, 264 p.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Macedonia's Name : Breaking the Deadlock », Europe Briefing, n° 52, Pristina/Brussels, 12 janvier 2009, 15 p.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Montenegro's Referendum », Europe Briefing, n° 42, Podgorica/Belgrade/Brussels, 30 May, 2006, 11 p.

ISENI, Bashkim, « Frontières politiques, dynamiques nationalistes et politique des grandes Puissances dans les Balkans : enjeux et perspectives », dans Pierre de SENARCLENS (dir.), Les frontières dans tous leurs états. Les relations internationales au défi de la mondialisation, Bruxelles, Bruylant, 2009, pp. 225-239.

ISENI, Bashkim, La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine, Berne, Peter Lang, 2008, 386 p.

ISLAMI, Hivzi, Studime demografike : 100 vjet të zhvillimit demografik të Kosovës/Demographics Studies : 100 Years of Kosova Demographic Development, Prishtinë, Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës, Botime të veçanta LXXXV, Seksioni i Shkencave Shoqërore, Libri 25, Botimi i dytë i plotësuar, 2008, 590 p.

KOSOVA INFORMATION CENTER (KIC), Expulsions of Albanians and Colonisation of Kosova, Prishtina, The Institute of History, 1997, version électronique : <http://www.kosova.com/arkivi1997/expuls/contents.htm> (consulté le 2 février 2016).

KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në Kontekst Rajonal: Marrëdhëniet Politike Bilaterale/ Kosovo in Regional Context : Bilateral Political Relations », Analizë e politikave, n° 3/14 – Maj 2014, Prishtinë, Kosovë, 83 p.

KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në kontekstin rajonal: Marrëdhëniet ekonomike dhe tregtare/Kosovo in Regional Context: Economic and Trade Relations », n° 3/13, Korrik 2013, Prishtinë, Kosovë.

KOSOVO THANKS YOU, « Who Recognized Kosova as an Independent State ? », <http://www.kosovothanksyou.com/> (consulté le 15 janvier 2016).

KRASNIQI, Jakup, Kthesa e madhe : Ushtria Çlirimtare e Kosovës, Prishtinë, Buzuku, Botimi i dytë, 2007, 318 p.

KULLASHI, Muhamedin, « Vers l'indépendance ? La question du statut du Kosovo », Le Centre de recherches internationales (CERI), Paris, mars 2006, pp. 1-18.

KUVENDI I REPUBLIKËS SË KOSOVËS, Ligji nr. 04/L-020 – Për ndryshimin dhe plotësimin e Ligjit nr. 03/L 047 për mbrojtjen dhe promovimin e të drejtave të komuniteteve dhe pjesëtarëve të tyre në Republikën e Kosovës, neni 1, më 8 dhjetor 2011.

La Convention de Montevideo concernant les droits et devoirs des États a été adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Elle a été signée à Montevideo, le 26 décembre 1933.

Le rapport de suivi sur le Kosovo par la Commission internationale indépendante sur le Kosovo présidée par Richard GOLDSTONE et Carl THAM, « L'indépendance conditionnelle : pourquoi ? Le rapport de suivi sur le Kosovo », Critique internationale, 2002/3, n° 16, pp 95-115.

LIKA, Liridon, « La consolidation internationale de l'indépendance du Kosovo : quelle est la viabilité de ce nouvel État ? », Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège, 2012/4, Cinquante-septième année, Revue trimestrielle, Éditions Larcier, pp. 459-512.

LIKA, Liridon, « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », in Wintgens, S., Grandjean, G., Vanhaeren, S. (dir.), *L'insécurité en question : définition, enjeux et perspectives*, Liège, Éditions Presses Universitaires de Liège, 2015, pp. 117-131.

LIKA, Liridon, « Un pas en avant vers la reconnaissance officielle de l'indépendance du Kosovo par la Serbie ? », *Perspectives Internationales*, le 8 juin 2013, <http://perspectivesinternationales.com/?p=795> (consulté le 15 janvier 2016).

MALCOLM, Noel, *Kosovo : A Short History*, Great Britain, Pan Books Edition, 2002, 492 p.

MÉTAIS, Serge, *Histoire des Albanais : des Illyriens à l'indépendance du Kosovo*, Fayard, 2006, 450 p.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF ALBANIA, « Relations with Regional Countries : Relations between Albania and Kosovo », <http://www.puneteshashtme.gov.al/en/mission/albania-in-the-region/relations-with-regional-countries> (consulté le 27 janvier 2016).

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Deputy Prime Minister Thaçi: Agreement with Macedonia on border crossing with ID, extension to citizens and businesses », Prishtinë, 8 February, 2016, <http://www.mfa-ks.net/?page=2,217,3203> (consulté le 10 février 2016).

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Embassies of the Republic of Kosovo », Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kosovo, 2015, <http://www.mfa-ks.net/?page=2,49> (consulté le 25 janvier 2016).

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Kosovo and Montenegro conclude demarcation process in Vienna », Vienna, 26 August, 2015, <http://www.mfa-ks.net/?page=2,217,2763> (consulté le 11 février 2016).

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Kosovo Foreign Objectives », <http://www.mfa-ks.net/repository/docs/Kosovoforeignobjectives.pdf> (consulté le 20 janvier 2016).

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Strengthening of relations between Kosovo and Montenegro », Prishtina, 5 June, 2013, <http://www.mfa-ks.net/?page=2,217,1741> (consulté le 11 février 2016).

MONTENEGRO STATISTICAL OFFICE, « Census of Population, Households and Dwellings in Montenegro 2011 », Release, n° 83, Podgorica, 12 July, 2011, 18 p.

NIKOLIC, Ivana, « Serbian Academy Boss in Hot Water Over Kosovo », *Balkan Insight*, Beograd, 20 October, 2015, <http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-s-civil-society-backs-academy-director-10-20-2015> (consulté le 2 février 2016).

NIKOLLA, Flora, « Shqipëri-Kosovë, një strategji e përbashkët kulturore », Agjencia Telegrafike Shqiptare (ATSH), Tiranë, 13 Janar 2014, <http://www.ata.gov.al/shqiperi-kosove-nje-strategji-e-perbashket-kulturore-17416.html> (consulté le 27 janvier 2016).

OSMANI, Jusuf, *Krimet e Serbise në Kosovë 1998-1999/The Serbian crimes in Kosovo 1998-1999*, Prishtinë, Agjencia Shtetërore e Arkivave të Kosovës, 2012, cité dans le quotidien albanais KOHA, « Botohet bilanci zyrtar i Luftës së Kosovës: 11 840 të vrarë », le 15 mai 2013, <http://kohane.net/?id=8&arkiva=1&l=145884> (consulté le 30 janvier 2016).

PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO, « Déclaration d'indépendance du Kosovo », le 17 février 2008, Prishtina, Kosovo, pp. 1-3.

PARLEMENT EUROPÉEN, « Les députés appellent la Serbie et le Kosovo à poursuivre leur programme de réformes », Communiqué de presse - Relations extérieures, session plénière, le 4 février 2016.

PARLEMENT EUROPÉEN, « Les députés ratifient l'accord d'association entre l'UE et le Kosovo », Communiqué de presse, séance plénière, le 21 janvier 2016.

PAUVERT, Bertrand, *Droit Constitutionnel : théorie générale*, Ve République, Collection « Panorama du droit : Premier cycle », n° 403, France, Studyrama, 2004, 495 p.

PECI, Edona, « Kosovo 'Must Not Forget Serbian War Damage', Experts Say », *Balkan Insight*, le 22 novembre 2012, <http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-must-not-forget-serbian-war-damage-experts-say> (consulté le 30 janvier 2016).

PELLET, Alain, « The Opinions of the Badinter Arbitration Committee A Second Breath for the Self-Determination of Peoples », *European Journal of International Law*, 3 (1), 1992, pp. 178-185.

PRIME MINISTER'S OFFICE, REPUBLIC OF ALBANIA, « Meeting of the two governments : "One land - One People - One dream" », Albanian Government, 23 March, 2015, <http://www.kryeministria.al/en/newsroom/news/meeting-of-the-two-governments-one-land-one-people-one-dream> (consulté le 27 janvier 2016).

QOSJA, Rexhep, *La question albanaise*, France, Fayard, 1995, 326 p.

R. BEKAI, Armend, « The KLA and the Kosovo War : From Intra-State Conflict to Independent Country », *Berghof Conflict Research, Resistance/Liberation Movements and Transition to Politics*, Berlin, n° 8, 2010, pp. 1-47.

REPUBLIKA E KOSOVËS, ZYRA E KRYEMINISTRIT, « Plani për integrimin në institucionet e Kosovës të ish pjesëtarëve të "Mbrotjtjes civile" », Prishtinë, le 11 janvier 2016, <http://www.kryeministri-ks.net/?page=1,9,5504> (consulté le 12 janvier 2016).

SADIKU, Muhamet, « Reagimi institucional dhe qytetar », Demarkacioni Kosovë - Mali i Zi : aspekte ndërkombëtare, gjeografike, politike dhe historike, redaktor Muhamet Sadiku, Pejë, Kolegji Evropian « Dukagjini », 2015, 91 p.

STATE STATISTICAL OFFICE, REPUBLIC OF MACEDONIA, « Census of Population, Households and Dwellings in the Republic of Macedonia », 2002, final data, Book XIII, Skopje, May, 2005, 52 p.

STIPÇEVIQ, Aleksandër, Illirët : historia, jeta, kultura, simbolet e kultit, Tiranë, Botimet Toena, 2002, 514 p.

TELÒ, Mario, *Relations internationales : Une perspective européenne*, Bruxelles, Édition de l'Université de Bruxelles, 2010, 240 p.

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR), « Kosovo emergency », UNHCR Global Report, 1999, 347 p.

WALKER, William, cité dans « World: Europe Nato crisis talks on massacre », BBC, Sunday, January 17, 1999, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/256453.stm> (consulté le 2 février 2016).

WEBER, Max, *Le savant et le politique*, 1919, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963, Collection Le monde en 10-18, Édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, 152 p.

Western Balkans Summit Vienna 2015, Addendum, Annexe 1 « Connectivity », pp. 1-15.

## Notes

[1] PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO, « Déclaration d'indépendance du Kosovo », le 17 février 2008, Prishtina, Kosovo, pp. 1-3.

[2] Liridon LIKA, « La consolidation internationale de l'indépendance du Kosovo : quelle est la viabilité de ce nouvel État ? », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, 2012/4, Cinquante-septième année, Revue trimestrielle, Éditions Larcier, pp. 468-472.

[3] COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale de l'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo », *Contribution écrite additionnelle de la République du Kosovo*, requête pour avis consultatif, le 17 juillet 2009, p. 27, <http://www.icj-cij.org/docket/files/141/15709.pdf> (consulté le 15 janvier 2016).

[4] Liridon LIKA, « La consolidation internationale de l'indépendance du Kosovo : quelle est la viabilité de ce nouvel État ? », *op. cit.*, pp. 472-473.

[5] Raymond CARRÉ DE MALBERG, *Contribution à la Théorie générale de l'État*, tome premier, Librairie de la société du recueil Sirey, Paris, 1920, pp. 217.

[6] Mario TELÒ, *Relations internationales : Une perspective européenne*, Bruxelles, Édition de l'Université de Bruxelles, 2010, p. 22.

[7] Jean-Luc CHABOT, *Introduction à la politique*, Grenoble, Éditions Presses Universitaires de Grenoble, 2003, p. 59.

[8] Bertrand PAUVERT, *Droit Constitutionnel : théorie générale*, Ve République, Collection « Panorama du droit : Premier cycle », n° 403, France, Studyrama, 2004, p. 46.

[9] Max WEBER, *Le savant et le politique*, 1919, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963, Collection Le monde en 10-18, Édition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay, p. 86.

[10] Raymond CARRÉ DE MALBERG *op. cit.*, pp. 70-71.

[11] Liridon LIKA, « Un pas en avant vers la reconnaissance officielle de l'indépendance du Kosovo par la Serbie ? », *Perspectives Internationales*, le 8 juin 2013, <http://perspectivesinternationales.com/?p=795> (consulté le 15 janvier 2016).

[12] REPUBLIKA E KOSOVËS, ZYRA E KRYEMINISTRIT, « Plani për integrimin në institucionet e Kosovës të ish pjesëtarëve të "Mbrotjtjes civile" », Prishtinë, le 11 janvier 2016, <http://www.kryeministri-ks.net/?page=1,9,5504> (consulté le 12 janvier 2016).

[13] KOSOVO THANKS YOU, « Who Recognized Kosova as an Independent State ? », <http://www.kosovothanksyou.com/> (consulté le 15 janvier 2016).

[14] Alain PELLET, « The Opinions of the Badinter Arbitration Committee A Second Breath for the Self-Determination of Peoples », *European Journal of International Law*, 3 (1), 1992, p. 182.

[15] Thomas D. GRANT, *The Recognition of States. Law and Practice in Debate and Evolution*, Westport, Connecticut: Praeger, United States of America, 1999, pp. 4-5.

[16] La Convention de Montevideo concernant les droits et devoirs des États a été adoptée par la septième Conférence internationale américaine. Elle a été signée à Montevideo, le 26 décembre 1933.

[17] MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Embassies of the Republic of Kosovo », *Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Kosovo*, 2015, <http://www.mfa-ks.net/?page=2,49> (consulté le 25 janvier 2016).

- [18] COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo », *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, avis consultatif du 22 juillet 2010, rôle général n° 141, p. 53, <http://www.icj-cij.org/docket/files/141/15988.pdf>, (consulté le 16 janvier 2016).
- [19] PARLEMENT EUROPÉEN, « Les députés ratifient l'accord d'association entre l'UE et le Kosovo », *Communiqué de presse*, séance plénière, le 21 janvier 2016.
- [20] Stephen D. KRASNER, « Sovereignty », *Foreign Policy*, Issue 122, January/February 2001, p. 20.
- [21] PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO, « Déclaration d'indépendance du Kosovo », *op. cit.*, p. 2.
- [22] L'expression *uti possidetis, ita possidetur* veut dire « comme tu as possédé, tu continueras à posséder ». Voir : Christian BEHRENDT et Frédéric BOUOH, *Introduction à la Théorie générale de l'État*. Manuel, Bruxelles, De Boeck, Larcier, 2009, p. 526.
- [23] Comprehensive Proposal For the Kosovo Status Settlement, 2 February 2007, Annex VIII, Article 3, p. 48.
- [24] KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në Kontekst Rajonal: Marrëdhëniet Politike Bilaterale/ Kosovo in Regional Context : Bilateral Political Relations », *Analizë e politikave*, n° 3/14 – Maj 2014, Prishtinë, Kosovë, p. 23.
- [25] *Ibid.*, pp. 23-24.
- [26] Aleksandër STIPÇEQI, *Ilirët : historia, jeta, kultura, simbolet e kultit*, Tiranë, Botimet Toena, 2002, pp. 70-75 ; Serge MÉTAIS, *Histoire des Albanais : des Illyriens à l'indépendance du Kosovo*, Fayard, 2006, p. 98 ; Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans XVIe - XXe siècle*, Paris, Édition augmentée Arthème Fayard, 2004, p. 21.
- [27] Aleksandër STIPÇEQI, *op. cit.*, pp. 22-26.
- [28] Prizren est une ville au Sud-ouest du Kosovo, tout près de la frontière avec l'Albanie.
- [29] Kristo FRASHËRI, *Lidhja Shqiptare e Prizrenit 1878-1881*, Tiranë, Shtëpia botuese Toena, 1997, pp. 52-53.
- [30] Noel MALCOLM, *Kosovo : A Short History*, Great Britain, Pan Books Edition, 2002, pp. 239-263.
- [31] Georges CASTELLAN, *Histoire de l'Albanie et des Albanais*, Crozon, Éditions Arneline, 2002, pp. 53-56.
- [32] Rexhep QOSIA, *La question albanaise*, France, Fayard, 1995, pp. 75-107.
- [33] MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Kosovo Foreign Objectives », <http://www.mfa-ks.net/repository/docs/Kosovoforeignobjectives.pdf> (consulté le 20 janvier 2016).
- [34] En Albanie, environ les deux tiers des répondants ont soutenu l'idée de réunification, bien que le soutien ait chuté de 5 % entre 2009 et 2010 (de 68 % à 63 %). Parmi les Albanais du Kosovo, il y avait une forte croissance entre 2008 et 2010, à savoir elle est passée de 54 % en 2008 à 81 % en 2010. Pour plus de détails voir : GALLUP BALKAN MONITOR, « Insights and Perceptions: Voices of the Balkans 2010 », 2010, pp. 47-18, [http://www.esiweb.org/enlargement/wp-content/uploads/2009/02/2010\\_Summary\\_of\\_Findings.pdf](http://www.esiweb.org/enlargement/wp-content/uploads/2009/02/2010_Summary_of_Findings.pdf) (consulté le 15 janvier 2016).
- [35] CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DU KOSOVO, Chapitre I : Dispositions fondamentales, article premier, alinéa 3.
- [36] AGENCIA E STATISTIKAVE TË KOSOVËS (ASK), « Regjistrimi i Popullsisë, Ekonomive Familjare dhe Banesave në Kosovë 2011 : Popullsia sipas gjinisë, etnicitetit, dhe vendbanimit », *Rezultatet përfundimtare*, Prishtinë, Republika e Kosovës, Prill 2013, p. 11.
- [37] MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF ALBANIA, « Relations with Regional Countries : Relations between Albania and Kosovo », <http://www.puneteshitme.gov.al/en/mission/albania-in-the-region/relations-with-regional-countries> (consulté le 27 janvier 2016).
- [38] KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në Kontekst Rajonal: Marrëdhëniet Politike Bilaterale/ Kosovo in Regional Context : Bilateral Political Relations », *op. cit.*, pp. 35-36.
- [39] PRIME MINISTER'S OFFICE, REPUBLIC OF ALBANIA, « Meeting of the two governments : "One land - One People - One dream" », Albanian Government, 23 March, 2015, <http://www.kryeministria.al/en/newsroom/news/meeting-of-the-two-governments-one-land-one-people-one-dream> (consulté le 27 janvier 2016).
- [40] Flora NIKOLLA, « Shqipëri-Kosovë, një strategji e përbashkët kulturore », *Agenzia Telegrafike Shqiptare (ATSH)*, Tiranë, 13 Janar 2014, <http://www.ata.gov.al/shqipëri-kosovë-një-strategji-e-përbashkët-kulturore-17416.html> (consulté le 27 janvier 2016).
- [41] Mais, les Albanais de Macédoine contestent ce résultat et expriment ouvertement des doutes sur les chiffres officiels du gouvernement de la Macédoine. En fait, selon les estimations de certains démographes albanais, le nombre d'Albanais dans ce pays est beaucoup plus élevé et s'élève entre 34 % et 40 % de la population totale. BOTA SOT, « Demografët: Shqiptarët mbi 34 për qind në Maqedoni/ Les démographes: plus de 34 pour cent d'Albanais en Macédoine », *Journal quotidien albanais*, le 26 septembre 2009, <http://botasot.info/?gclid=0&category=12&id=32614> (consulté le 5 février 2016).
- [42] STATE STATISTICAL OFFICE, REPUBLIC OF MACEDONIA, « Census of Population, Households and Dwellings in the Republic of Macedonia », 2002, final data, Book XIII, Skopje, May, 2005, pp. 34-35.
- [43] Bashkim ISENI, *La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, Berne, Peter Lang, 2008, p. 334 et p. 364.
- [44] Zhdas DASKALOVSKI and Dane TALESKI, « The Independence of Kosovo and the Consolidation of Macedonia – A Reason to Worry? », in Ernst M Felberbauer, Predrag Jureković, Frédéric Labarre (ed.), *Cutting or Tightening the Gordian Knot? The Future of Kosovo and the Peace Process in the Western Balkans After the Decision on Independence*, Vienna, Austrian Federal Ministry of Defence (BMLV), October 2008, pp. 46-47.
- [45] INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Macedonia's Name : Breaking the Deadlock », *Europe Briefing*, n° 52, Pristina/Brussels, 12 janvier 2009, p. 12.
- [46] Pour plus de détails, voir : Bashkim ISENI, « Frontières politiques, dynamiques nationalistes et politique des grandes Puissances dans les Balkans : enjeux et perspectives », dans Pierre de SENARCLENS (dir.), *Les frontières dans tous leurs états. Les relations internationales au défi de la mondialisation*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 234 ; Liridon LIKA, « Risques et défis sécuritaires de la (non)-intégration des Balkans occidentaux dans l'Union européenne », in Wintgens, S., Grandjean, G., Vanhaeren, S. (dir.), *L'insécurité en question : définition, enjeux et perspectives*, Liège, Éditions Presses Universitaires de Liège, 2015, pp. 128-129.
- [47] KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në Kontekst Rajonal: Marrëdhëniet Politike Bilaterale/ Kosovo in Regional Context : Bilateral Political Relations », *op. cit.*, p. 25.
- [48] KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në kontekstin rajonal: Marrëdhëniet ekonomike dhe tregtare/Kosovo in Regional Context: Economic and Trade Relations », n° 3/13, Korrik 2013, Prishtinë, Kosovë, pp. 26-29.
- [49] FONDACIONI I KOSOVËS PËR SHOQËRI TË HAPUR (KFOS) DHE INSTITUTI PËR HULUMITIME ZHVILLIMORE RIINVEST, « Rruga 6: Autostrada Prishtinë – Shkup », *Rriinvest Institute*, Prishtinë, Republika e Kosovës, 2015, p. 10.
- [50] Final Declaration by the Chair of the Vienna Western Balkans Summit, Vienna, 27 August 2015, p. 4 ; Western Balkans Summit Vienna 2015, Addendum, Annexe 1 « Connectivity », pp. 1-6.
- [51] MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Deputy Prime Minister Thaçi: Agreement with Macedonia on border crossing with ID, extenuation to citizens and businesses », Prishtinë, 8 February, 2016, <http://www.mfa-ks.net/?page=2.217.3203> (consulté le 10 février 2016).
- [52] INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Montenegro's Referendum », *Europe Briefing*, n° 42, Podgorica/Belgrade/Brussels, 30 May, 2006, p. 6.
- [53] MONTENEGRO STATISTICAL OFFICE, « Census of Population, Households and Dwellings in Montenegro 2011 », *Release*, n° 83, Podgorica, 12 July, 2011, p. 8.
- [54] KUVENDI I REPUBLIKËS SË KOSOVËS, Ligji nr. 04/L-020 – Për ndryshimin dhe plotësimin e Ligjit nr. 03/L-047 për mbrojtjen dhe promovimin e të drejtave të komuniteteve dhe pjesëtarëve të tyre në Republikën e Kosovës, neni 1, më 8 dhjetor 2011.
- [55] KOSOVAR INSTITUTE FOR POLICY RESEARCH AND DEVELOPMENT (KIPRED), « Kosova në Kontekst Rajonal: Marrëdhëniet Politike Bilaterale/ Kosovo in Regional Context : Bilateral Political Relations », *op. cit.*, p. 39.
- [56] MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Strengthening of relations between Kosovo and Montenegro », Prishtina, 5 June, 2013, <http://www.mfa-ks.net/?page=2.217.1741> (consulté le 11 février 2016).
- [57] MONTENEGRO STATISTICAL OFFICE, *op. cit.*, p. 8.
- [58] Muhamet SADIKU, « Reagimi institucional dhe qytetar », *Demarkacioni Kosovë – Mali i Zi : aspekte ndërkombëtare, gjeografike, politike dhe historike*, redaktor Muhamet Sadiku, Pejë, Kolegji Evropian « Dukagjini », 2015, p. 74.
- [59] MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, REPUBLIC OF KOSOVO, « Kosovo and Montenegro conclude demarcation process in Vienna », Vienna, 26 August, 2015, <http://www.mfa-ks.net/?page=2.217.2763> (consulté le 11 février 2016).
- [60] EMBASSY OF THE UNITED STATES TO THE REPUBLIC OF KOSOVO, « Statement on Kosovo-Montenegro Border Demarcation Report », 2015 Presses Releases, Prishtina, December 21, 2015, [http://pristina.usembassy.gov/2015\\_press\\_release21.html](http://pristina.usembassy.gov/2015_press_release21.html) (consulté le 11 février 2016).
- [61] Rexhep QOSIA, *op. cit.*, pp. 109-134.
- [62] *Ibid.*
- [63] Hivzi ISLAMI, *Studime demografike : 100 vjet të zhvillimit demografik të Kosovës/Demographics Studies : 100 Years of Kosova Demographic Development*, Prishtinë, Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës, Botime të veçanta LXXXV, Seksioni i Shkencave Shqërore, Libri 25, Botimi i dytë i plotësuar, 2008, p. 271.
- [64] Bashkim ISENI, « Frontières politiques, dynamiques nationalistes et politique des grandes Puissances dans les Balkans : enjeux et perspectives », *op. cit.*, p. 230.
- [65] Noel MALCOLM, *op. cit.*, p. 258.
- [66] *Ibid.*, pp. 278-284.
- [67] *Ibid.*, pp. 284-286.
- [68] Pour consulter les statistiques concernant le nombre des Albanais expulsés durant cette période, voir : KOSOVA INFORMATION CENTER (KIC), *Expulsions of Albanians and Colonisation of Kosova*, Prishtina, The Institute of History, 1997, version électronique : <http://www.kosova.com/arkivi1997/expuls/contents.htm> (consulté le 2 février 2016).
- [69] Bashkim ISENI, *La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, *op. cit.*, p. 333.
- [70] COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale de l'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo », *Contribution écrite additionnelle de la République du Kosovo*, *op. cit.*, p. 38.
- [71] Muhamedin KULLASHI, « Vers l'indépendance ? La question du statut du Kosovo », *Le Centre de recherches internationales (CERI)*, Paris, mars 2006, pp. 5-7.

- [72] Bashkim ISENI, *La question nationale en Europe du Sud-est : genèse, émergence, et développement de l'identité nationale albanaise au Kosovo et en Macédoine*, op. cit., p. 341.
- [73] Paul GARDE, *Fin de siècle dans les Balkans*, Paris, Édition Odile Jacob, 2001, p. 170.
- [74] Jakup KRASNIQI, *Kthesa e madhe : Ushtria Çlirimtare e Kosovës*, Prishtinë, Buzuku, Botimi i dytë, 2007, pp. 64-66.
- [75] *Ibid.*, pp. 62-63.
- [76] *Ibid.*, pp. 64-66.
- [77] Adem Jashari était l'un des principaux fondateurs et dirigeants de l'ALK. Le 25 janvier 1999, il est officiellement déclaré commandant légendaire de l'ALK par l'état-major général de l'ALK. En 2008, le titre de héros du Kosovo lui est décerné par le Président de la République du Kosovo, Fatmir Sejdiu. Depuis 2010, en son honneur, l'aéroport international de Prishtina porte son nom.
- [78] Armend R. BEKAI, « The KLA and the Kosovo War : From Intra-State Conflict to Independent Country », *Berghof Conflict Research*, Resistance/Liberation Movements and Transition to Politics, Berlin, n° 8, 2010, pp. 21-22.
- [79] Jusuf OSMANI, *Krimet e Serbisë në Kosovë 1998-1999/The Serbian crimes in Kosovo 1998-1999*, Prishtinë, Agjencia Shtetërore e Arkivave të Kosovës, 2012, cité dans le quotidien albanais KOHA, « Botohet bilanci zyrtar i Luftës së Kosovës: 11 840 të vrarë », le 15 mai 2013, <http://koha.net/?id=8&arkiva=1&l=145884> (consulté le 30 janvier 2016).
- [80] *Ibid.*
- [81] Edona PEÇI, « Kosovo 'Must Not Forget Serbian War Damage', Experts Say », *Balkan Insight*, le 22 novembre 2012, <http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-must-not-forget-serbian-war-damage-experts-say> (consulté le 30 janvier 2016).
- [82] UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR), « Kosovo emergency », *UNHCR Global Report*, 1999, p. 345.
- [83] MVK fut envoyé par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).
- [84] William WALKER cité dans « World: Europe Nato crisis talks on massacre », *BBC*, Sunday, January 17, 1999, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/256453.stm> (consulté le 2 février 2016).
- [85] CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU, « Résolution 1244 », S/RES/1244 (1999), Distr. Générale, le 10 juin 1999, paragraphe 11.
- [86] Le rapport de suivi sur le Kosovo par la Commission internationale indépendante sur le Kosovo présidée par Richard GOLDSTONE et Carl THAM, « L'indépendance conditionnelle : pourquoi ? Le rapport de suivi sur le Kosovo », *Critique internationale*, 2002/3, n° 16, p. 101.
- [87] COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, « Conformité au droit international de la déclaration unilatérale de l'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo », *Contribution écrite additionnelle de la République du Kosovo*, op. cit., p. 42.
- [88] L'acronyme anglais UNOSSEK signifie : *The United Nations Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the future status process for Kosovo*.
- [89] Martti AHTISAARI, « Lettre datée du 26 mars 2007, adressée par le secrétaire général au président du Conseil de sécurité », *S/2007/168/Add.1*, le 26 mars 2007, p. 4.
- [90] Liridon LIKA, « Un pas en avant vers la reconnaissance officielle de l'indépendance du Kosovo par la Serbie ? », op. cit.
- [91] PARLEMENT EUROPÉEN, « Les députés appellent la Serbie et le Kosovo à poursuivre leur programme de réformes », *Communiqué de presse - Relations extérieures*, session plénière, le 4 février 2016.
- [92] EURACTIV, « Opening of chapters a historic step for Serbia », 18 December, 2015, <http://www.euractiv.com/sections/enlargement/opening-chapters-historic-step-serbia-320597> (consulté le 2 février 2016).
- [93] Ivana NIKOLIC, « Serbian Academy Boss in Hot Water Over Kosovo », *Balkan Insight*, Beograd, 20 October, 2015, <http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-s-civil-society-backs-academy-director-10-20-2015> (consulté le 2 février 2016).

#### Pour citer cet article

Liridon Lika, «Cahier n°31 - La République du Kosovo dans son contexte régional. Analyse sur la reconnaissance, la souveraineté et les relations de ce nouvel État avec ses pays voisins frontaliers», *Cahiers de Sciences politiques de l'ULg* [En ligne], Cahier n°31, URL : <http://popups.ulg.ac.be/1784-6390/index.php?id=851>.

#### A propos de : Liridon Lika

Assistant et doctorant au *Center for International Relations Studies (CEFIR)* du Département de Science politique de l'Université de Liège (ULg)

[Retour au sommaire](#)

[Retour au sommaire](#)